

1. Discussion politique et préparation du Parlement du 4 octobre en visio

a) CR des échanges et texte « *État des lieux de nos débats* »

La discussion politique a été très riche. Elle a porté évidemment sur la situation politique nationale et internationale et sur la stratégie de L'APRÈS dans le cadre des élections présidentielle et législatives de 2027.

L'objectif de ce compte-rendu n'est pas de détailler les interventions de chaque camarade mais plutôt de rendre compte de ce qui fait consensus entre nous à ce stade mais aussi des désaccords qui persistent et devront faire l'objet d'un nouveau débat en AG.

La section départementale n'ayant pas pu se réunir avant la date butoir du 21 septembre, date à laquelle les contributions individuelles et collectives sur la stratégie présidentielle devaient être envoyées, les camarades présent·es ont tous et toutes validé le principe de la rédaction d'un texte contributif faisant état de nos débats. Il sera tout de même envoyé au bureau du Parlement pour information. Les délégué·es du 13 au Parlement du 4 octobre s'appuieront sur ce texte pour participer au débat et pour les éventuels vote. Ce texte sera transmis à l'ensemble des adhérent·es de L'APRÈS 13.

Texte des militant·es de L'APRÈS 13 réuni·es en AG le 26 septembre 2026
« État des lieux de nos débats »

1) Nous faisons le constat que **la stratégie de L'APRÈS de construire une candidature commune** de la gauche et des écologistes par l'organisation d'une processus démocratique large dans le cadre de Front Populaire 2027 **est un échec.**

2) **Celles et ceux qui théorisent les gauches irréconciliables sont en position de force** avec d'un côté LFI et son candidat Jean-Luc Mélenchon et de l'autre un PS divisé qui risque fortement d'adoubé le candidat macron-hollando-compatible, Raphaël Glucksmann. Trois autres candidatures complètent le tableau à gauche à ce stade. Celle de Marine Tondelier pour Les Écologistes, et qui à priori devraient décider d'un maintien ou non de sa candidature en décembre. Fabien Roussel pour le PCF, et celle de François Ruffin pour Debout !, qui à date n'est même plus sondé.

3) Dans ce contexte de division catastrophique que nous déplorons, nous réaffirmons que **la centralité de notre combat se situe contre l'extrême-droite** dont le risque d'accession au pouvoir par les urnes est bien réel. **L'APRÈS doit mettre toutes ses forces dans la constitution d'un front antifasciste large et unitaire tant au niveau national qu'à l'échelon local.** La constitution de ce front pourrait s'appuyer au départ sur les forces du pôle unitaire avec nos camarades Ecologistes, de Generation.s et de Debout !. A ce titre, la campagne contre le coup d'État institutionnel du RN est un premier outil concret qui doit nous permettre de mener des actions unitaires. L'APRÈS doit proposer à ses partenaires de s'en saisir avec elle, en organisant par exemple des ateliers de lecture à l'appel et en présence de plusieurs organisations. L'APRÈS 13 fera de cette tâche une priorité dans les semaines à venir.

4) **La campagne contre le coup d'État institutionnel du RN est une campagne importante mais elle ne saurait être la seule menée par L'APRÈS** dans la période. L'APRÈS a démontré qu'elle pouvait être visible et audible sur plusieurs sujets en même temps : lutte contre les VSS, action climatique (cf tract édité pour la mobilisation du 26 septembre). Des campagnes thématiques par exemple sur le pouvoir d'achat et la hausse des prix du carburant qui touche durement les Français·es, sur le futur budget austéritaire du Gouvernement Lecornu, ou encore sur la défense des services publics sont indispensables pour faire écho aux revendications du mouvement social. **L'APRÈS doit ainsi prendre sa part dans les mobilisations à venir**, à sa juste place - aux côtés des syndicats, collectifs et associations - à commencer par la grève de la fonction publique le 29 septembre.

5) **Le débat doit toutefois se poursuivre au sein de L'APRÈS 13 sur la stratégie à adopter en vue des élections présidentielle et législatives de 2027** car des désaccords persistent et que la situation n'est pas totalement fixée (primaire PS-PP-GRS le 18 octobre, maintien ou non des candidatures Tondelier et Ruffin).

D'abord sur un éventuel soutien ou appel au vote de L'APRÈS pour un·e candidat·e :

- Certain·es camarades reconnaissent **une dynamique indéniable à la candidature de JLM** qui est pour l'heure en tête des sondages à gauche. Si Glucksmann sort vainqueur de la primaire PS-PP-GRS, il ne fait aucun doute que le candidat le mieux placé pour défendre le programme de transformation sociale dans lequel nous nous reconnaissons sera JLM. L'APRÈS ne pouvant rester agnostique dans cette campagne présidentielle, **elle devra alors appeler à soutenir sa candidature mais pas à n'importe quel prix !** Il n'est pas ici question d'un ralliement aveugle qui se passerait de critique sur les méthodes antidémocratiques, la stratégie de division et les prises de position politiques inacceptables de JLM sur les questions internationales ou encore

sur le sujet de l'antisémitisme. Pour d'aucun·es ici, l'équation est simple : sans infléchissement de ses positions sur ces thèmes, JLM perdra au 2nd tour dans les proportions annoncées par les sondages, faute de convaincre assez d'électeur·rices de centre de se déplacer aux urnes. L'APRÈS devrait donc proposer relativement rapidement à ses partenaires du pôle unitaire d'aller négocier en bloc avec l'état major insoumis les conditions d'un soutien à la candidature de JLM : propres moyens de campagne dans le cadre d'un collectif unitaire de soutien, investiture de nos député·es aux prochaines législatives à minima.

- Certain·es camarades estiment que **le soutien à JLM est impossible** compte tenu de ses méthodes non rassembleuses, à rebours de ce qui est nécessaire pour gagner face à l'extrême droite et des désaccords qui existent avec les insoumis notamment sur les questions internationales. Différentes alternatives sont évoquées :
 - **La primaire PS-PP-GRS est un outil dont devrait se saisir L'APRÈS.** A ce titre, iels suggèrent que notre organisation fasse savoir que certain·es de ses militant·es soutiendront la candidature d'Olivier Faure, qui reste sur une ligne unitaire, dans ce processus. La victoire d'un candidat au profil plus unitaire au sein de cet espace ouvrirait de nouvelles possibilités qui ne nous contraindraient plus à faire le choix d'un soutien, même conditionné, à JLM.
 - **Un soutien à la candidature Roussel devrait être étudié.** Le PCF défend un programme économique et social compatible avec les positions de L'APRÈS. Nous pourrions donner de la force à cette candidature.
 - **L'APRÈS devrait attendre l'issue du 1^{er} tour pour se positionner** et le cas échéant appeler à voter à ce moment là pour le candidat qui se trouvera face à Marine Le Pen même s'il s'agit de JLM.

Il y a également encore débat sur le calendrier. Deux options sont évoquées : entamer des discussions avec les insoumis assez vite après le dénouement de la primaire PS-PP-GRS. Cela pourrait être tranché au Parlement de novembre par exemple. L'autre option consiste à prendre plus de temps pour nos débats internes et se donner comme horizon le Parlement de décembre pour décider de notre position. Cette dernière proposition collant avec le calendrier posé par Les Écologistes.

b) Délégation pour le Parlement du 4 octobre et candidatures aux instances

→ Deux hommes et deux femmes peuvent représenter L'APRÈS 13 en Parlement. A ce stade seul Antoine Hibon est fermement disponible pour y assister. Léa Ramon serait éventuellement disponible et doit confirmer sa participation d'ici mardi. Nous aurions donc 1 binôme paritaire de délégué·es.

→ Léa Ramon informe la section départementale qu'elle se porte candidate au poste vacant à la CEN pour une femme. Aucune autre candidature n'est signalée pour les postes vacants à la CEN et au bureau du Parlement.

2. Campagne contre le coup d'État du RN

La pertinence de la campagne a fait débat au sein de la section. Certain·es s'interrogeant sur le danger de donner de la visibilité au RN et à son programme, d'autres en pointant la nécessité de mener la bataille sur le terrain économique et social en priorité ou en craignant que le sujet technique de la révision constitutionnelle par l'article 11 ne parle qu'à un public militant déjà averti. Des camarades suggèrent d'articuler cette campagne avec une campagne « pour » : démocratisation de la Ve, passage à la 6^e République, reparlementarisation, proportionnelle, RIC. A noter que cette campagne existe déjà dans L'APRÈS : « 49.3 raisons de passer à la 6^e République ». Un kit militant pour organiser des auditions populaires avait été envoyé aux sections il y a plus d'un an.

Un consensus s'est tout de même dégagé :

→ L'APRÈS 13 mènera cette campagne. Du matériel (tracts, affiches) va être commandé.

→ L'APRÈS 13 contacte rapidement et dans un premier temps ses partenaires du pôle unitaire localement Les Ecologistes, Debout !, Generation.s pour notamment leur présenter cette campagne et leur proposer de la mener pleinement avec nous.

→ L'APRÈS 13 organisera un premier atelier de lecture dans le cadre le plus unitaire possible dans un délai raisonnable.

3. Renouvellement du bureau départemental de L'APRÈS 13

→ Pour rappel, l'équipe d'animation provisoire de L'APRÈS 13 est composée de : Hendrik Davi, Katia Yakoubi, Françoise Coux, Léa Ramon, Julie El Mokrani Tomassone, Yonnel Vignal.

→ Les présent·es considèrent qu'ils ne sont pas en capacité de désigner un nouveau bureau départemental compte tenu des conditions d'organisation en urgence de la réunion et de l'absence de certains camarades qui souhaiteraient éventuellement s'investir dans ce nouveau bureau.

→ Le bureau provisoire s'étoffe avec l'entrée de Fabrice Andreani, Christophe Marchal et Antoine Hibon qui proposent leur aide sur des tâches opérationnelles.

→ Julie rédige un document organisationnel en fonction des besoins de notre section départementale. Les tâches qui doivent être prises en charge par les membres du bureau y seront détaillées. Ce document servira de support à un appel à candidature envoyé à l'ensemble des adhérent·es de L'APRÈS 13.

4. Proposition de rencontre du NPA-A

Le NPA-A a sollicité L'APRÈS 13 par mail pour organiser un échange entre nos 2 organisations.

Voici leur mail

Bonjour,

Dans le contexte politique actuel de multi-crisis, le NPA-I'A prend l'initiative de participer aux élections présidentielles de 2027 ... en ne présentant pas de candidat Son objectif entre autre, oeuvrer à un rassemblement d'une gauche de rupture le plus large possible, en mettant en avant son programme politique.

Pour empêcher l'Extrême Droite et la droite de passer à ces élections présidentielles il nous semble indispensable de tout faire pour qu'il n'y ait qu'un seul candidat à gauche. Pour cela mettre sur pied des comités des gauches nous semble ce qui est le plus adéquat pour militer ensemble dans ce but le plus tôt possible.

Le NPA-I'A voudrait donc rencontrer l'Après-13 pour échanger sur ces objectifs et tenter de concrétiser au plus tôt, avec d'autres organisations ce travail que nous voulons commun.

Nous, NPA-A 13 attendons votre réponse. ET une proposition de date de rendez-vous.

Dans l'attente,
Marie Contaux

→ Consensus pour les rencontrer. L'AG mandate Fabrice et Julie avec accord pour qu'Hendrik s'y joigne s'il le peut.

5. Prochaine réunion et contribution au programme de L'APRÈS

→ **La prochaine AG pourrait se tenir le samedi 24 octobre en présentiel.** Cette date est idéale : 1 semaine après la primaire PS-PP-GRS (la reprise de nos débats stratégiques sera nourrie par de nouveaux éléments), 3 semaines avant le Parlement du 14 novembre (pour lequel nous devons produire contributions et désigner des délégué·es).

→ Lors de cette AG nous pourrons organiser un **véritable échange sur le programme de l'APRÈS** actuellement en débat dans les sections.

→ L'équipe d'animation provisoire affine cette proposition, envoie le CR de cette AG et l'appel à candidatures pour le bureau départemental avec une date et des horaires. Elle transmet une nouvelle fois le programme de l'APRES et lance un appel à contributions départemental pour préparer les échanges en AG. Elle se charge, enfin, de réserver une salle.